

## INTERVIEW

Le foyer de  
la Wanteraktioun  
au Findel.



© CARITAS

WANTERAKTIOUN

# « Et puis il n'y a plus rien »

Frédéric Braun

**Pour Charel Schmit de Caritas accueil et solidarité, si des gens se retrouvent dans la rue, c'est aussi parce que les mesures de soutien existantes ne leur laissent pas d'autre choix.**

**woxx :** *En raison des conditions climatiques, il a été décidé d'ouvrir le foyer de nuit au Findel dès aujourd'hui. Le foyer de jour, lui, reste pour l'instant fermé. Pourquoi ?*

**Charel Schmit :** Pendant la « Wanteraktioun », le foyer de nuit fonctionne pour que les gens ne meurent pas de froid dans la rue. Ils descendent à Bonnevoie le lendemain vers 9 heures, s'inscrire auprès d'Inter-actioun asbl pour la nuit suivante. Une équipe de bénévoles de la Croix-Rouge leur prépare soupes et tartines, le matin et le soir. La convention que nous avons conclue avec le ministère de la Famille prévoit de démarrer la Wanteraktioun plus tôt, selon le temps qu'il fait. Le foyer de jour ouvrira soit mercredi prochain, soit le 1er décembre. Mais il y a des alternatives pendant la journée, comme le bistrot social « Le courage » ou déjeuner à la Stëmm vun der Strooss.

*Et le foyer Ulysse ?*

Le foyer Ulysse est réservé aux gens qui y sont déjà hébergés et qui bénéficient des droits sociaux au Luxembourg. Tous les autres - qui constituent la population la plus importante prise en charge durant la Wanteraktioun : les non-résidents, issus d'autres pays européens ou de pays tiers - ont le droit d'y rester quelques nuits, en toute urgence, mais ne peuvent pas venir au foyer Ulysse de manière régulière. Sinon, il y aurait trop de monde. D'ailleurs, depuis qu'il y a le « Courage » au coin de la rue du Dernier Sol, la Téistuff au rez-de-chaussée du foyer Ulysse est également réservée aux locataires.

*De quels pays d'origine parlons-nous concernant la population prise en charge ?*

Parmi eux, 80 pour cent sont des non-Luxembourgeois, principalement issus d'Europe de l'Est, de la Roumanie, par exemple. C'est une population en transit qui se déplace entre pays et grandes villes, où partout existent des actions durant l'hiver, et qui migre pour différentes raisons à travers l'Europe en se servant de

la Wanteraktioun pour passer l'hiver. Parmi eux, 10 pour cent ont des contrats de travail et dorment dans des dortoirs séparés : ils sont réveillés plus tôt, entre 4h et 6h. Ils travaillent quelque part et essaient par cette voie d'entrer sur le marché de travail. Une fois décroché un CDI, ils peuvent trouver un logement.

*Combien y a-t-il de places ?*

Jusqu'à 200. Si jamais cela ne suffisait pas, des lits de camp sont installés. Également au foyer Ulysse, à la Téistuff. C'est une question d'agrément. Le maximum n'a pas été atteint l'année dernière. Aux streetworkers d'inciter à présent les gens à venir et à ne pas trop tarder, y compris celles et ceux qui possèdent des chiens, qui peuvent dormir séparément au Findel avec leurs chiens. C'était la population la plus difficile à convaincre. Et celles et ceux qui n'aiment pas les grands groupes et qui dorment ailleurs. Aux streetworkers de les convaincre d'accepter l'offre lorsqu'il fait trop froid. Certains ne veulent pas parce que c'est trop de stress, parce qu'il faut faire la queue, etc. Ils s'inscrivent le matin chez Inter-actioun, déjeunent ensuite et à partir de

19 heures, se préparent pour partir au Findel en bus et redescendre en ville le lendemain matin. Il y a des gens qui n'apprécient pas, tout comme il y en a qui n'aiment pas passer la nuit dans un grand dortoir.

*Quelles tendances avez-vous observées d'une année à l'autre ?*

Parmi les résidents luxembourgeois, on trouve beaucoup de jeunes adultes masculins. Et puis des gens en traitement psychiatrique - un problème récurrent du sans-abrisme au Luxembourg. Beaucoup ont un vécu en psychiatrie stationnaire, puis ambulante au sein d'un logement encadré qu'ils ont quitté. Ils ne sont donc plus pris en charge, en partie à cause de la désinstitutionnalisation de la psychiatrie au Luxembourg. Mais il est compliqué pour des gens qui souffrent de troubles psychiatriques de tenir un ménage de façon autonome.

*Pourquoi ?*

Le logement encadré est toujours lié à certaines exigences, à des projets et à un suivi, si bien qu'il y a en a toujours qui sont exclus. Pareil pour les jeunes adultes éduqués dans des

© FACEBOOK



foyers ou que leurs proches ont mis à la porte et qui ont eu la possibilité à travers l'Office national de l'enfance (ONE) d'accéder à un logement encadré. La politique de l'ONE vis-à-vis de ces jeunes est de les sortir le plus tôt possible du suivi stationnaire et de les mettre dans un logement encadré. Or, il y en a qui le vivent mal et qui n'arrivent pas à remplir toutes les conditions, qui ne coopèrent pas et qui à un moment, quittent. Et puis il n'y a plus rien. L'encadrement de l'ONE peut aller jusqu'à l'âge de 27 ans, mais c'est toujours lié à un projet d'autonomisation où il faut coopérer avec l'éducateur, respecter les rendez-vous, terminer ses études, etc. Il s'agit donc d'une population pour laquelle on pourrait trouver des formules plus flexibles afin de permettre un encadrement à bas seuil. Le logement encadré, c'est très bien, mais les conditions sont souvent trop strictes.

#### **Quelle relation entre troubles psychiatriques et sans-abrisme ?**

Bonne question. C'est sans doute lié. Il y a des études qui démontrent que parmi les sans-abri, beaucoup souffrent de traumatismes massifs de

longue date. À quoi vient s'ajouter la vie dans les foyers, qui a également ses effets et ne contribue pas nécessairement à résoudre ce genre de problèmes. Les foyers ne sont pas un « setting » thérapeutique ou même sûr. Avec la Ville de Luxembourg, nous sommes en train d'étudier la possibilité de créer un foyer spécifique pour les sans-abri qui suivent un traitement psychiatrique.

#### **Afin de sortir ces gens de ce qui ressemble à un cercle vicieux ?**

Oui, pour certains c'est sûrement le cas, et on ne peut pas non plus forcer les gens à se soumettre à quoi que ce soit. D'où des structures comme la halte de nuit « Nuetswaach - L'espoir », destinée à cette population fragilisée qui ne se rend pas au foyer Ulysse, par exemple. Mais il faudrait l'offrir en plusieurs endroits. Et pour les femmes aussi, séparément. Beaucoup de femmes ne viennent pas parce qu'elles savent qu'il y a tel ou tel homme et qu'elles ont peur. Alors elles restent vivre quelque part dans une situation très précaire, jusqu'à ce que ce soit trop tard. Évidemment, il existe les Fraenhaiser mais là encore le seuil fixé est très haut : il faut par-

ticiper à un projet, coopérer, être assidue. Pour certaines, c'est tout simplement trop.

#### **Les femmes constituent donc la population en situation de mal-logement la moins recensée ?**

Certainement. Vous balancerez peut-être à la rue votre fils âgé de 20 ans, mais réfléchissez par deux fois concernant votre belle-mère. En règle générale, une femme reste vivre plus longtemps chez un homme ou dans un entourage qui ne lui fait pas que du bien, pour la simple raison qu'elle ne veut pas terminer au foyer Ulysse. Et c'est là une de nos revendications d'avoir des foyers pour femmes, spécialisés dans ce domaine et plus accessibles que les Fraenhaiser, qui ont une approche différente.

#### **Pour les ex-détenu-e-s, autre catégorie de gens parmi les sans-abri, vous revendiquez des maisons de transition...**

Nous propageons le principe des maisons de transition afin de faciliter aux ex-détenu-e-s le transfert de la prison vers l'autonomie, de profiter de ce moment afin qu'ils ne risquent pas

un jour de terminer dans la rue. En effet, c'est dans la rue qu'ils entrent à nouveau en contact avec les milieux criminels avant de récidiver. Il y a toujours dans ces structures des gens qui ont un vécu carcéral. Et une des raisons pour lesquelles ils se retrouvent dans la rue, c'est que le jour où ils sortent de prison, ils n'ont pas de logement. Cela se sait. Beaucoup logent chez la famille ou dans une chambre de café, et puis un jour cela ne suffit plus. Avec la réforme de la prison, le projet de plan individualisé pour resocialisation est ancré dans la loi. Mais c'est un programme qui s'arrête le jour où vous êtes libéré de prison. Une analyse de besoins réalisée l'année dernière a montré qu'une trentaine de personnes sont directement concernées, mais que leur nombre est beaucoup plus grand, sachant que beaucoup retournent dans leur pays après la prison. Or la transition est un piège pour beaucoup. Là-dessus, nous avons le soutien du ministère de la Justice. L'idée se trouve aussi dans les programmes du LSAP et de Déi Gréng. Nous espérons donc que cela sera inclus dans le programme de coalition et qu'il n'y aura plus lieu d'en rediscuter.